Extraits d'un entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec le site "OuestFrance.fr" le 10 octobre 2017, sur l'arme nucléaire, la situation en Irak et en Syrie, les relations franco-russes, les relations internationales et sur le référendum en Catalogne.

2017-10-10

Q - Corée du Nord, Iran ...Le risque de prolifération nucléaire n'a jamais paru si grand. Que pensez-vous de l'attribution du prix Nobel de la Paix aux associations qui luttent contre les armes nucléaires ?

R - Il est révélateur d'une inquiétude collective, que je comprends, particulièrement à l'heure où la Corée du Nord brandit la menace nucléaire. Et par le risque de retour sur l'accord de Vienne de 2015 qui permettait d'enrayer la tentation nucléaire iranienne. Tout cela crée une angoisse. Il faut donc tout mettre en oeuvre pour éviter la prolifération. Cela nécessite, concernant la Corée du Nord, une action très pressante, très forte, de la communauté internationale. J'ajoute que la France est pleinement engagée en faveur du désarmement nucléaire et agit pour que des mesures concrètes permettent des avancées réelles dans cette direction.

Q - La Corée du Nord dispose-t-elle de l'arme nucléaire ?

R - Aujourd'hui, la Corée du Nord dispose de capacités balistiques et nucléaires, mais elle ne dispose pas encore de l'arme nucléaire portée par un missile. Il n'y a pas encore l'articulation entre ces deux capacités. Même si le dernier essai nord-coréen correspond à dix fois Hiroshima. La prolifération, c'est le risque de guerre nucléaire. Le maintien du traité de non-prolifération, c'est la réduction significative de ce risque. La pression doit donc être forte sur les États qui tentent d'obtenir l'arme nucléaire. Il y a unanimité du conseil de sécurité sur le sujet. Il faut aboutir à la dénucléarisation de l'ensemble de la Corée. Cela signifie qu'il faut enfin amener la Corée du Nord à la table de négociation. C'est déjà arrivé, en 1994, avec le père de Kim Jong-un.

Q - Qui le peut ? La Chine ?

R - Tous les membres des Nations unies doivent agir. Les membres du conseil de sécurité, qui ont voté les résolutions, le peuvent et le doivent, en particulier les membres permanents, dont la France, parce qu'ils ont une responsabilité particulière dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Q - Les progrès technologiques de Pyongyang ont-ils échappé aux radars occidentaux ?

R - Non, mais les progrès ont été rapides. Si on laisse le processus se poursuivre, dans quelques mois Kim Jong-un aura les moyens beaucoup plus puissants d'agir. C'est un provocateur méthodique, capable d'user de cette capacité pour frapper. Et ainsi, remettre en cause non seulement l'équilibre stratégique de la région, mais être aussi une menace pour les États-Unis et pour l'Europe. Il y a un danger. La situation est grave.

Q - Vous disiez en août, il faut que la Chine bouge. Elle bouge ?

R - Je trouve. La Chine a raffermi sa position. Aujourd'hui, l'objectif est vraiment d'ouvrir la négociation. Nous en parlons avec les Chinois, y compris au plus haut niveau. Le président de la République s'en est entretenu avec Xi Jinping.

Q - Concernant l'Iran, Donald Trump semble vouloir lâcher l'accord de Vienne sur le nucléaire. Cela renforce le risque de prolifération ?

R - La question qui est posée est de savoir si Donald Trump certifie ou non le respect par l'Iran de ses engagements. Nous nous disons qu'il faut mettre en oeuvre l'accord avec sérieux et sans compromis. Tout comme les experts de l'AIEA, qui sont fiables et ont la responsabilité d'évaluer la coopération de l'Iran, nous estimons que celui-ci respecte ses engagements Le président américain doit maintenant se prononcer. J'observe que son secrétaire à la défense et son chef d'état-major ont toutefois fait savoir qu'ils estimaient que l'Iran respectait l'accord.

Q - Mais pas Trump pour l'instant...

R - Non pas pour l'instant et sans cette certification, ou pire, s'il sortait de l'accord, l'on pourrait aller vers une dérive amenant les faucons iraniens à reprendre leur marche en avant vers l'arme nucléaire. En outre, les voisins de l'Iran se sentiraient directement menacés et soit interviendraient de manière préventive, soit se doteraient eux-mêmes d'un arsenal nucléaire. On serait alors dans une spirale très grave pour l'avenir. Avec des répercussions sur le dossier nord-coréen, puisque cela inciterait Kim Jong-un à poursuivre sa stratégie. Il faut donc veiller à ce que la décision de Donald Trump, quelle qu'elle soit, permette de garder la situation sous contrôle.

Q - Venons-en à l'Irak. L'après-Daech a commencé ?

R - Oui, c'est le début de la fin pour Daech. Cela suppose maintenant qu'en Irak on mette en place le triptyque stabilisation, réconciliation, reconstruction. Car le risque de recréer le terreau dans lequel grandit le terrorisme est toujours présent. Il y aura en janvier une conférence au Koweït à laquelle nous participerons pour accompagner la reconstruction de l'Irak. La France a été le premier État à se joindre aux États-Unis dans la lutte directe contre Daech à l'été 2014, alors que même Bagdad pouvait être menacée. Elle l'a fait à la demande du gouvernement irakien et parce que notre propre sécurité était en jeu dans ce combat contre Daech et pour le rétablissement de l'intégrité de l'Irak. Elle doit être parmi les premiers dans la paix et la reconstruction. Nous nous y employons, comme l'a montré la récente visite à Paris du Premier ministre irakien.

Q - Les Kurdes n'ont jamais été si près d'une indépendance. Vous l'avez récemment qualifiée «d'inopportune» ?

R - Il faut faire en sorte que l'État Irakien dans sa phase de reconstruction respecte toutes les communautés, y compris bien sûr les Kurdes, qui ont été et sont des combattants exemplaires contre Daech et ont des droits légitimes. Nous avons une relation affective ancienne et de l'estime à l'égard des Kurdes. Nous connaissons leur volonté de constituer une nation et nous la respectons. Mais leur pleine autonomie doit s'exprimer dans le cadre de la légalité constitutionnelle irakienne. Remettre en cause les frontières des États aujourd'hui, c'est prendre le risque de nouvelles guerres dans la région alors que notre objectif est le retour à la stabilité.

Q - Sur la Syrie, la France a-t-elle changé de ligne ?

R - Il y a une inflexion. Que constate-t-on ? Daech va être battu. Il y avait une double guerre. L'une contre Daech, menée essentiellement par l'opposition à Assad et les forces de la coalition internationale dont la France est l'un des principaux acteurs. Et une guerre civile alimentée par Assad depuis l'origine, qui, depuis 2011, a fait 300.000 morts, des millions de réfugiés et de déplacés. La Syrie est devenue un champ d'action international. Notre souci est d'aboutir à un processus politique. Les conditions peuvent être réunies, si du fait de la situation concrète sur le terrain, nous ne faisons plus du départ de Bachar al-Assad le préalable à toute discussion. Il est cependant difficile d'imaginer que le tortionnaire de son peuple sera la solution. Mais seule l'issue de la transition politique, synonyme de paix gagnée, déterminera l'avenir de la Syrie de demain. Pendant ce temps, il faut agir pour que cesse le drame humanitaire.

Q - Le président Macron propose un groupe de contact. Avec qui ?

R - D'abord avec les membres permanents du conseil de sécurité et les pays qui exercent une influence en Syrie pour élaborer ensemble une feuille de route comprenant la désescalade, un cessez-le-feu, des élections, une constitution, une transition politique. Si ce

chemin-là n'est pas pris, nous risquons d'aller vers la dislocation de la Syrie, et sa division en trois ou quatre régions. C'est la porte ouverte à la perpétuation du foyer de terrorisme et à la domination de l'Iran sur l'ensemble du territoire. De nouvelles formes de terrorisme pourraient apparaître, que l'on sent déjà pointer dans la région d'Idlib. La France estime qu'il faut agir vite en ce sens.

Q - Mais les Américains ne veulent pas de l'Iran autour de la table ?

R - Il faut en parler avec les Américains, je m'entretiens régulièrement du sujet avec mon homologue et le président avec Donald Trump. Mais l'Iran doit être associée d'une manière ou d'une autre, tout comme les cinq membres du Conseil de sécurité, la Turquie et les pays arabes de la région.

Q - Donc beaucoup se joue sur l'Iran dans les prochains jours ?

R - Oui, l'Iran est au centre de beaucoup de sujets et de préoccupations. Tout se tient en ce moment. Il est rare que l'on fasse le lien entre la Corée du Nord et l'Iran. Et pourtant.

Q - La menace terroriste change de visage avec le recul de Daech ?

R - Daech voulait établir un territoire, un pays, un califat répondant dans son fonctionnement aux normes de la charia et à une vision mortifère de la religion. Cette aventure barbare est en train d'échouer. Certains de ses combattants tentent de partir ailleurs, la plupart vont entrer dans la clandestinité. Il faut s'en prémunir. De son côté, al-Qaïda attend son heure. Le risque de dissémination est réel. Même si, à mon avis, il est peut-être moindre sur la partie occidentale du monde qu'en Afghanistan et dans d'autres régions.

Q - En Asie ?

R - Oui, notamment aux Philippines, en Indonésie, en Malaisie. Les risques sont aussi là.

L'urgence est de tout faire pour que l'on ne retrouve dans la nouvelle situation, les ingrédients qui ont permis l'émergence de Daech. Il faut réconcilier, stabiliser et reconstruire rapidement en Irak comme en Syrie.

On voit bien que certains groupes qui combattent Assad sont proches de cette mouvance. Qu'al-Qaïda n'a pas renoncé, est présente au Yémen, en Libye, au Sahel bien sûr, non via une tentative d'occupation de territoire comme en 2013, interrompue par les opérations Serval et Barkhane mais par un harcèlement des populations, par un terrorisme d'actions violentes, asymétriques, dans des régions où terrorisme et trafics se renforcent et se nourrissent l'un l'autre. Ce combat-là n'est pas fini. Et il est essentiel car c'est là aussi que se joue notre sécurité, par les émules que font ces groupes chez nous et par les agents qu'ils projettent en Europe.

Q - Quelle est votre approche de la relation avec la Russie ?

R - Fermeté et dialogue. Ou dialogue et fermeté. La Russie est un grand pays, une puissance, elle a un rôle international. Nous avons des relations économiques importantes et une histoire avec ce pays. Mais nous avons aussi de vrais désaccords. Sur l'Ukraine orientale, sur la Crimée, sur l'approche en Syrie. Il faut parler. C'est ce que le président de la République a initié à Versailles en recevant Vladimir Poutine. Ce fut un véritable tournant dans notre relation bilatérale.

Nous nous voyons et parlons très régulièrement. Emmanuel Macron avec le président russe et moi avec mon homologue. En quatre mois j'ai dû rencontrer mon collègue Serguei Lavrov six ou sept fois. Je suis allé à deux reprises à Moscou, et lui à Paris. Nous nous sommes vu fin septembre à New York en marge de l'AGNU. Nous souhaitons que la Russie puisse jouer un vrai rôle de pacification notamment en Syrie. C'est aussi l'intérêt de la Russie de faire en sorte que le processus de Minsk avance, puisque cela signifie pour elle le début de la diminution des sanctions. Nous cherchons à entrer dans cette phase-là.

Q - Un peu de confiance revient ou c'est encore un grand mot ?

R - Il y a des pas vers la confiance, mais la confiance se mesure aussi aux actes.

Q - Vous évoquez régulièrement un processus de retour aux logiques d'influences entre puissances ?

R - Le monde est devenu de plus en plus interdépendant avec la mondialisation. Tout laissait penser que les échanges allaient se poursuivre. Or, on voit apparaître le renouveau des puissances. Et de la volonté de certains États de se constituer ou reconstituer des zones d'influences et des zones de protectionnisme. À l'Onu il y a dix jours, j'ai été frappé par le discours très fort de Donald Trump qui théorisait ce souverainisme de repli, y compris dans ses conséquences commerciales. Et, à l'inverse, celui d'Emmanuel Macron qui militait pour un nouveau multilatéralisme, un monde plus coopératif. C'est là que l'Europe peut jouer un rôle majeur.

Q - De quelle manière ?

R - L'Europe doit se voir comme une puissance. Quand Emmanuel Macron parle de souveraineté de l'Europe, dans son discours à la Sorbonne, de quoi parle-t-il ? D'une communauté prenant en charge son propre destin. Et la France trouve sa propre souveraineté dans cette souveraineté européenne. L'enjeu est là. Ce qui est nouveau, c'est que nous devons acquérir une culture commune de défense. Une même appréciation des risques et des réponses. Il semblait que seule la France avait envie de le faire jusqu'à présent, ce n'est plus vrai. L'Europe n'est pas contraire au destin des nations, elle est le moyen pour les nations d'avoir un destin.

Q - Quelle est votre position sur la situation en Catalogne ?

R - Les principes de la France sont très clairs. Elle soutient l'Espagne comme une amie et un partenaire essentiel de l'Union européenne. Nous sommes très attachés à l'unité espagnole. Nous pensons que les revendications catalanes doivent s'inscrire dans le cadre de la légalité et de l'unité constitutionnelle espagnole. Toute autre hypothèse serait dramatique. Nous avons fait savoir notre soutien dans ce cadre aux autorités espagnoles de manière très claire, tout en déplorant les violences.

Q - Mais les violences de la garde civile ont choqué...

R - Ces images sont évidemment tristes. Mais nous avons pleinement confiance dans le gouvernement de Mariano Rajoy pour surmonter cette situation. (...)

Q - La parole est différente au Quai d'Orsay ?

R - La parole publique est encore plus exigeante. Chaque mot prononcé a une dimension internationale, une résonance dont il faut être totalement maître. Lorsque je prends la parole sur un sujet à Lorient, il est entendu à Pékin. Et à travers moi, c'est la voix du président de la République et de la France qui s'exprime. C'est une lourde responsabilité dont je mesure chaque jour l'ampleur. C'est aussi une grande fierté de servir ainsi mon pays.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 16 octobre 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/203823-extraits-dun-entretien-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-e